



*« Violences économiques :
quand l'argent domine l'homme »*

2005

Violences économiques : quand l'argent domine l'homme

1. Introduction

Pour tenter de comprendre une certaine forme de violence économique, nous n'avons pas voulu nous cantonner aux grandes théories, si intéressantes soient-elles, mais il nous a semblé plus important, afin de mieux toucher notre public-cible, de partir d'une expérience de vécu, de terrain.

Nous avons profité de la venue et d'une conférence donnée par un membre d'une organisation indienne *Ekta Parishad* (on pourrait traduire par « Forum pour l'égalité ») à Pax Christi Charleroi. L'Inde a été le milieu révélateur de cette forme de violence économique que nous voulions dénoncer.

En d'autres mots, ce cas fut pour nous un cas exemplatif.

2. Le contexte de l'Inde actuelle

La société indienne est encore toujours inégalitaire. Les maharadjas sont toujours là, ils ont toutefois changé de fonctions. Toujours respectés, ils se sont reconvertis dans la politique, sur les listes électorales régionales et nationales. Ils ne défendent pas la population, ils en profitent, car ils sont élus grâce au respect qu'ils suscitent toujours chez leurs anciens sujets. Le gouvernement a démantelé leurs royaumes et leur a donné en échange de l'argent, des terres, leurs anciens palais.

Les castes se partagent toujours la société, c'est une réalité. Autour des villes, dans les camps, les gens ne se mélangent pas, et la cohabitation forcée pose toujours des problèmes. Même chez les chrétiens, les riches ne se mélangent pas aux chrétiens « intouchables », c'est-à-dire les parias de la société ! Les castes sont toujours présentes même si les gestes discriminatoires à l'égard des parias sont interdits. On peut aller en prison pour cela. Selon la loi, les intouchables « n'existent plus » ! Mais les mentalités ne changent pas facilement.

3. Mécanismes de paupérisation

Appropriation des richesses par les multinationales

En Inde, 48% des gens vivent de l'agriculture, même ceux qui n'en vivent pas en font. Mais les sociétés transnationales s'approprient ce que les pauvres produisent. Elles font breveter des productions céréalières obtenues par un nombre incalculable de paysans qui ont sélectionné les semences pendant des milliers d'années pour obtenir les graines les meilleures, cultivées actuellement (les différentes qualités de riz par exemple). Heureusement, elles n'ont pas toujours gain de cause.

Surexploitation et épuisement des ressources naturelles provoquent le déplacement des populations

Les multinationales installées en Inde sont gravement responsables de la misère qui y règne. Avec la complicité et l'appui des gouvernements régionaux et fédéral, elles chassent les

populations vivant dans les forêts depuis toujours, pour y pratiquer l'exploitation forestière, installer les touristes ou construire des barrages, sans aucune compensation.

Il y a quinze ans, des industriels ont acheté vingt hectares de terres. Comme ils avaient besoin de beaucoup d'eau pour leurs activités, ils ont creusé des puits très profonds ce qui eut comme conséquence à court terme l'assèchement des puits des villages agricoles environnants. Les agriculteurs virent leurs plantations dépérir faute d'irrigation suffisante. Pressés par la nécessité, ils vendirent leurs terres devenues arides à ces industriels et partirent vers les villes, espérant y trouver un travail qui n'existe pas. En deux ans, par contre, ces sociétés ont conquis deux cents hectares de terre. L'environnement est alors devenu noir de poussières minières. D'autres terres agricoles furent polluées et devinrent arides. Les villageois les vendirent aussi aux industriels qui se sont étendus sur deux mille hectares, et partirent eux aussi s'installer en ville. Ce scénario s'est produit dans des milliers d'endroits où s'étaient installées des industries minières. De plus, les dirigeants des transnationales méprisent ces personnes et méconnaissent leurs problèmes, ils n'y voient que des occasions de s'enrichir à leurs dépens : l'un deux a répondu à une vieille dame, qui lui demandait d'aider le village à résoudre le problème de l'eau, qu'elle n'avait qu'à acheter du Coca-Cola si elle n'avait plus d'eau à boire !

Les pêcheurs ne sont pas mieux lotis. Le tsunami de décembre 2004 a été l'occasion pour le gouvernement de les forcer à quitter leurs villages pour récupérer les côtes et les vendre aux promoteurs pour y développer le tourisme. Ainsi le gouvernement, censé agir pour le bien et le développement du peuple, vole la terre, l'eau et les biens des pauvres pour s'en servir selon ses intérêts en détournant l'aide internationale de son but.

Ce problème de déplacement de population s'étend à tout le pays. Coca-Cola occupe nonante-sept lieux dont elle utilise toute l'eau disponible. D'autres lieux sont annexés par les industries minières. Des hectares de parcs naturels ont été vidés de leurs habitants au profit du tourisme et des compagnies forestières. Le tourisme est né pour que les riches puissent se détendre. Aujourd'hui, le tourisme signifie drogue, sexe et plaisirs. Les Indiens ne sont pas contre le tourisme de loisirs envisagé de façon humaine. Malheureusement, les touristes ne se comportent pas en personnes responsables, mais comme des colonialistes : j'ai de l'argent, je paie, donc j'ai le droit. Il y a là toute une éducation à faire !

4. Signes d'espoir : des gens se mettent debout, ensemble

Les gens s'unissent pour dire « non », ils forment des réseaux contre Coca-Cola, contre les industries minières, contre le tourisme destructeur et ce, malgré la police chargée de réprimer la contestation. La peur muselle les exploités qui revendiquent les droits essentiels.

La contestation cependant se structure.

Ekta Parishad, par exemple, est une ONG indienne fondée pour protéger les plus pauvres, les Dalits et autres intouchables, contre les exactions des sociétés transnationales soutenues par les gouvernements. « Ekta Parishad » peut se traduire en français par Forum pour l'égalité. L'ONG lutte pour soutenir les gens exclus du travail, chassés de leurs terres, des forêts, des côtes poissonneuses, condamnés à grossir les bidonvilles misérables des grandes cités. Elle est présente dans les villages depuis 20 ans, surtout dans les états du centre de l'Inde. Trois cents animateurs travaillent à plein temps et voyagent à travers tout le pays.

Pour lutter contre l'immense pauvreté et la violence, l'ONG a proposé au gouvernement indien une réforme agraire et la redistribution des terres.

Pour y arriver, elle propose de revenir à l'enseignement de Gandhi.

La méthode gandhienne

La méthode gandhienne préconise une réforme à partir de la base, en remontant dans la hiérarchie, alors que la philosophie de la globalisation s'impose de haut et fait croire qu'il n'y a pas d'autre solution que celle qu'elle propose. La solution est à rechercher dans les enseignements de Gandhi :

1. Il y a assez de ressources pour combler les besoins de toute l'humanité. Mais, sans céder à la cupidité, sinon, les besoins du peuple ne seront jamais pris en compte. La cupidité génère la pauvreté.
2. Ce qui est important, c'est la production PAR les masses, et non la production DES masses.

Ces deux principes, penser aux plus faibles et produire par les masses, sont un meilleur modèle que le modèle global.

Concrètement...

Comment agit Ekta Parishad ? :

Ekta Parishad essaie de mobiliser les villageois dans plusieurs milliers de villages sur tout le pays. L'association stimule les gens, surtout les jeunes, en démontant les processus de la globalisation et en proposant des moyens pour les combattre sans recourir à la violence.

Elle organise des marches à travers tout le pays. En 2000, l'ensemble de ces marches a ainsi totalisé 3000 km en six mois et demi. D'un village à l'autre, les participants présentent des pétitions à signer, réunissent les habitants, les sensibilisent par des pièces de théâtre. Tout cela met le gouvernement sous pression car les médias relaient les informations.

Pour quels résultats ?

Grâce à la pression de certains médias le gouvernement a dû agir. Un projet de loi a été déposé pour que les indigènes puissent retrouver leurs terres. Mais, bien sûr, les lobbies environnants et les agences touristiques lutteront par tous les moyens contre le vote de cette loi.

Dorénavant, chaque année, une marche est organisée ; la dernière a eu lieu en juin 2005, trois cents kilomètres, par 47 degrés. Les gens marchent, parlent, regardent les pièces de théâtre. Comme le préconisait Gandhi, Ekta Parishad utilise les possibilités, les talents des gens, comme outils de leur libération : ces actions ont beaucoup d'impact sur les populations. Des gens se joignent à la marche tout au long du trajet.

Dans chaque état, les dirigeants ont été obligés d'adopter une loi pour former des équipes chargées de redistribuer les terres en friche. Quand trois mille personnes se déplacent, il n'y a que deux réponses possibles : la répression policière ou la satisfaction des besoins du peuple.

Les micro-crédits

Les micro-crédits donnent de très bons résultats.

L'idée vient du Bangladesh et s'est répandue en Inde, surtout parmi les femmes. Là encore, cela peut se traduire par de bonnes ou de mauvaises conséquences. Les partis politiques veulent garder la main mise sur cette pratique pour obtenir des voix aux élections suivantes : ils font semblant de s'attaquer au problème et ceux qui les croient votent pour eux. Quant aux

multinationales, elles veulent en faire un pouvoir d'achat. Malgré tout, les micro-finances servent l'économie à travers les indépendants et les pauvres.

Le travail en réseau

Plusieurs organisations ou institutions se battent ensemble.

- Au sommet contre la pauvreté, qui a eu lieu en septembre, une centaine d'ONG se sont réunies pour marcher ensemble.
- Des collègues et des universités indiennes boycottent Coca-Cola, mais aussi des savons et autres produits des transnationales, de la même manière que leurs grands-parents ont brûlé et boycotté les vêtements étrangers imposés par les Anglais pour gagner leur indépendance.

Chaque mois, des événements majeurs sont mis en route. Le dix décembre, un parlement citoyen, réunissant vingt-cinq mille personnes, s'est réuni à New Delhi. Ekta Parishad espère le retentissement de cette action à travers tout le pays. Plus on en parlera, mieux cela sera.

Urgence d'un appui de l'extérieur

Cependant, les membres de l'ONG Ekta Parishad sont considérés comme des opposants. C'est pourquoi ils aimeraient que des journalistes étrangers parlent d'eux. L'effet serait beaucoup plus fort, car le Gouvernement indien tient à être bien vu ! Ainsi, lors d'une marche, Ekta Parishad a présenté une lettre au Président de la Commission européenne : son intervention a provoqué une action immédiate du gouvernement. C'est pour cela que beaucoup de petits groupes européens se relaient et aident Ekta Parishad.

Les syndicats

Le souhait de l'ONG est qu'un maximum d'organisations se mobilisent pour aider l'Inde dans le processus de restitution aux pauvres des moyens pour vivre mieux, et forment un consortium avec aussi les syndicats européens.

Il existe un forum Ekta-Europe qui rassemble des organisations européennes.

Les syndicats européens travaillent avec leurs homologues indiens... ils oublient (ou ignorent !) que les syndicats indiens ne sont pas indépendants. En effet, ils dépendent tous d'un parti politique. Il vaudrait mieux travailler avec les ONG indiennes qui, elles, sont indépendantes.

Les médias

Les médias indiens sont contrôlés par de puissants partis. Cependant, des individus dans les médias, ainsi que des écrivains progressistes aident en informant leurs lecteurs des voies d'amélioration possibles et en se faisant l'écho de ce qui se passe.

Le Forum social mondial

Le Forum social mondial de Bombay, en 2004, a eu des répercussions positives. A l'intérieur de ce forum, un atelier spécial a travaillé sur la répartition des terres. Ce forum social a eu un grand impact. Les médias n'en ont rien écrit, sauf pour mettre en exergue les aspects négatifs ! (cfr ce que nous venons de dire sur les médias). Un seul journal en a parlé positivement. C'était la première fois qu'une organisation aussi vaste venait en Inde. Le

Forum social mondial de Porto Alegre semblait plus intellectuel, alors que Bombay fut plus proche des gens, plus réaliste.

5. L'Inde n'est pas un cas isolé !!!

La situation en Inde est exemplative de situations analogues dans d'autres régions du monde. Aux Philippines, on avait annoncé une réforme agraire après le départ du dictateur Marcos : elle n'a toujours pas eu lieu. Les terres appartiennent aux puissants. C'est la même chose au Brésil. C'est la même lutte. Les grandes compagnies possèdent tout. C'est pour cela que les pauvres ont besoin d'aide pour récupérer leurs terres.

Ekta Parishad a aussi des contacts avec les Mouvements des sans terre (MST) dans les pays d'Amérique latine. L'ONG traduit ses documents en portugais et en espagnol et les MST font de même pour eux. Mais la langue reste un gros problème, sans soutien linguistique, les Indiens ne peuvent entrer en contact qu'avec l'Europe.

Pax Christi Wallonie-Bruxelles a aussi, au cours de cette année 2005, analysé le cas du pillage des ressources naturelles en République Démocratique du Congo.

Autre continent, autre situation, mais effets similaires ! En effet, profitant d'un non-Etat et d'une situation de guerre, le pays, et spécialement sa partie Est, a vu et voit encore ses richesses pillées. La population est victime à plusieurs niveaux :

- le pillage des ressources naturelles du pays
- la précarité des conditions de mise au travail dans les mines d'extraction de certaines richesses (pour les personnes embauchées)
- la transformation de ces richesses naturelles à l'extérieur de la République Démocratique du Congo.

De cette manière, le pays est pillé deux fois : main mise sur ses ressources naturelles, mais aussi non-transformation de ces ressources dans le pays-même, puisqu'elles sont directement transportées hors du pays, et traitées ailleurs. La population habitant ces zones n'en retire donc aucun bénéfice, que ce soit pour elle-même (si ce n'est un maigre salaire pour ceux qui sont embauchés, souvent au risque de leur santé voire même de leur vie (éboulements de terrain,...)) ou que ce soit pour les infrastructures de la région.

6. Conclusion

Ce qui se passe en Inde, et ailleurs dans le monde, illustre bien les dégâts que peuvent causer les violences économiques. Leurs effets sont peut-être moins médiatiques et médiatisés, mais tout aussi réels, pervers et cruels tant pour des populations de plus en plus pauvres (entre riches et pauvres, le fossé se creuse) que sur le plan du développement durable, grandement compromis par le pillage des ressources naturelles de la planète.

Des sociétés, très souvent multinationales, n'hésitent pas à bafouer les droits humains les plus élémentaires, pour tirer un profit financier toujours plus grand de leurs activités ; et ce, bien souvent avec l'accord tacite ou le laisser-faire des autorités.

Autorités qui ne sont d'ailleurs pas en reste, puisqu'elles n'hésitent pas à utiliser des aides étrangères, destinées aux populations touchées par le tsunami, à d'autres fins.

C'est ce que le Groupe local de Charleroi de Pax Christi Wallonie-Bruxelles a voulu dénoncer, à sa manière, en informant, en sensibilisant les citoyens sur ces pratiques, ces Injustices criantes.



Editeur responsable : Anne-Sophie Poncelet
Rue Maurice Liétart, 31/1
B-1150 Bruxelles-Belgique
Tél. : +32 (0) 2 738 08 04
Fax : + 32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be

Publié avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Communauté française